

BUREAU CTÉ DE CNES DES MONTS DE LACAUNE ET LA MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC  
Place Général de Gaulle - LACAUNE

**Délibération relative à Instauration d'un régime d'équivalence lors des séjours en camps avec nuitée**

Séance du 23 mai 2024  
Délibération n°DBC\_2024\_039

Nombre de conseillers

En exercice : 20

Présents : 16

Absents :

- dont suppléés : 0
- dont représentés : 2

Votants : 18

- dont « pour » : 18
- dont « contre » : 0
- dont abstention : 0

Le 23 mai 2024 à 14 h 00, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes des Monts de Lacauene et de la Montagne du Haut Languedoc, convoqué le 26 avril 2024, s'est réuni sous la présidence de Daniel VIDAL à LACAUNE.

Présents : Véronique ARMENGAUD, Alain BARTHES, Evelyne BOUSQUET, Robert BOUSQUET, Marie-José BROUSSE, Alain CABROL, André CABROL, Isabelle CALVET, Marie CASARES, Francis CROS, Pierre ESCANDE, Denis MAFFRE, Jim RENEZ, Anne-Lise SAUTEREL, Daniel VIDAL, Vincent VIDAL

Représentés : Max ALLIES par Daniel VIDAL, Pierre BAILLY par Francis CROS

Suppléés :

Excusés : Jacques CALVET, Michel FARENC

Secrétaire de séance : André CABROL

**Objet : Instauration d'un régime d'équivalence lors des séjours en camps avec nuitée**

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 4 avril 2024,

Monsieur le Président propose aux membres du Bureau Communautaire,

Pour les agents animateurs de la collectivité lors des séjours en camps avec nuitées :

- L'instauration d'un régime d'équivalence, pour les animateurs lors des séjours en camps avec nuitées

L'article 8 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature autorise les collectivités territoriales et leurs établissements publics à instaurer un « régime d'équivalence » pour les emplois dont la mission implique un temps de présence supérieur au temps de travail effectif.

Lors de séjour en camps avec nuitées les animateurs accompagnent les enfants 24h/24h. L'aménagement du temps de travail doit intégrer la nécessité d'une continuité dans la prise en

AGEDI  
Dépôt Sous-Préfecture de Castres  
Contrôle de légalité  
081-200066553-20240523-DBC\_2024\_039-DE  
Date de l'AR d'annulation: 27/05/2024

charge des usagers qui peut se décliner en plusieurs temps : levers, repas, temps consacrés aux activités, soirées, nuits.

Il convient donc d'instaurer un régime d'équivalence qui permet de dissocier le temps de travail « productif » des périodes d'inaction pendant lesquelles les agents se trouvent sur leur lieu de travail à la disposition de son employeur sans vaquer librement à ses occupations.

Pour indication l'Etat retient un décompte forfaitaire de 3 heures effectives pour une nuit de présence. Ce décompte venant s'ajouter au temps de travail de jour.

Il est soumis aux membres du bureau communautaire d'adopter le régime d'équivalence ci-dessous :

| Organisation de séjours (camps, voyages) |   |
|--|---|
| Présence de nuit                         | Temps d'équivalence   |
| Nuit (de 21h à 7h)                       | Nuit de lundi à jeudi : forfait de 3h<br>Nuit de vendredi à dimanche ou de jour férié : forfait de 4h30 |

Il appartiendra à la collectivité d'opter pour l'une des 2 options suivantes :

- Rémunérer les heures d'équivalence
- Ou récupérer les heures d'équivalence sur la base de celles retenues pour le paiement.

Le temps de travail de jour sera rémunéré sur la base de 10 heures.

| Organisation de séjours (camps, voyages) |   |
|--|---|
| Présence de jour                         | Temps de travail  |
| Journée avec présence (entre 7h et 21h)  | - Jour de semaine : 10 heures<br>- Weekend et jour férié : 100 % du temps de présence |

Entendu le rapport du Président

Le Bureau communautaire,

DECIDE

A l'unanimité des membres présents

- d'autoriser Monsieur le Président à opter pour le régime d'équivalence ci-dessus.

Pour copie certifiée conforme

Le Secrétaire de séance – André CABROL

Le Président – Daniel VIDAL

|   |
|---|
| Acte rendu exécutoire<br>après dépôt en<br>Préfecture<br>le 17/05/2024          |
| et publié au motifé<br>Dépôt Sous-Préfecture de Castres<br>le 17/05/2024        |
| Contrôle de légalité  |
| Date de réception de l'AR: 27/05/2024<br>081-200066553-20240523-DBC_2024_039-DE |
| Date de l'AR d'annulation: 27/05/2024   |